

## Rétrospective 1978 :

● Renault, Moulinex, les Arsenaux : le réveil du printemps

● Fin d'année 1978 : bientôt 2 millions de chômeurs Lire en pages 4 et 5

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 3 JANVIER 1979 - N° 823

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## IRAN

# massacre a Mashad



● LE PEUPLE REJETTE  
BAKHTIAR,  
VALET  
SANS POUVOIR

● RUMEUR DE DEPART  
DU SHAH

◀ Suite à l'appel à la grève générale, des milliers de manifestants se sont rassemblés sur la place centrale de Mashad. L'armée (dont on voit un char au premier plan), a commis un véritable massacre. Selon les estimations on compte 700 à 2 000 morts et plusieurs milliers de blessés.

Lire en page 8

## Offensive générale vietnamienne contre le Cambodge

La radio khmère a annoncé lundi que « l'offensive générale vietnamienne contre Pnom Penh a commencé le 1<sup>er</sup> janvier à une heure du matin ».

Selon diverses informations, les troupes vietnamiennes se seraient emparées, dans la nuit du 1<sup>er</sup> janvier de la ville de Kratié, à 200 km au Nord de Pnom Penh. Trois divisions vietnamiennes font actuellement mouvement pour tenter de s'emparer d'une vaste zone située sur la rive orientale du Mekong. Plusieurs escarmouches ont, par ailleurs, été signalées sur la rive occidentale, le long des routes d'accès à la capitale cambodgienne.

## Vague de froid sur l'Europe

Le froid, la neige, le verglas : toute l'Europe du Nord est touchée par une vague de froid dont la soudaineté n'égale que l'ampleur : - 40° à Moscou. En Suède, au Danemark, en RFA, en Angleterre la situation est grave. En France de nombreux accidents ont été causés par le verglas. Dans le Nord des retraités sont morts de froid. Le froid et la neige vont encore durer plusieurs jours, présageant peut-être d'un hiver rigoureux.

Lire en page 8

## Faisons de 1979 une année de luttes et de succès contre le chômage !

L'ANNÉE 1978 aura été une année riche en événements déterminants pour l'évolution de la lutte de classe dans notre pays. Sur le plan international, les aventures militaires de Giscard en Afrique comme l'affirmation du caractère agressif de la superpuissance soviétique avec sa pénétration en Afrique. Sur le plan intérieur la victoire surprise de la droite aux élections de mars, l'éclatement de l'union de la gauche, et la mort du programme commun, la division toujours plus sensible des partis de la bourgeoisie, l'apparition et le développement d'une crise profonde au sein du PCF, la persistance d'une crise économique dont plus personne ne peut nier le caractère durable.

L'année 1979 qui s'ouvre est elle aussi d'ores et déjà riche en rendez-vous importants : ainsi le congrès du parti révisionniste, en mai, qui sera de toutes

les façons une étape importante dans l'évolution des contradictions au sein de ce parti ; ainsi l'élection au suffrage universel du parlement européen, en juin, nouvelle étape dans la longue évolution européenne.

Pourtant, au seuil de cette nouvelle année, la question essentielle, celle qui préoccupe directement l'ensemble de la classe ouvrière et du peuple, celle qui va tenir dramatiquement le devant de l'actualité, c'est le chômage. De ce point de vue, aucune illusion à se faire quant à la politique de la bourgeoisie : toutes les prévisions, d'où qu'elles viennent, annoncent une augmentation sensible du nombre des chômeurs au cours de l'année 1979. Il n'y a pas non plus d'échéances électorales nationales qui puissent répandre l'illusion qu'un autre gouvernement pourrait améliorer les choses.

Dès lors, une seule voie s'ouvre, celle de la lutte. Celle-ci n'est pas exempte d'embûches et de difficultés, dans la mesure où le chômage massif d'aujourd'hui, s'il est un facteur de révolte, est aussi un facteur de divisions importantes au sein de la classe ouvrière. Raison de plus pour nous atteler à cette tâche, décisive dans la période, qui conditionne pour une large part le développement ultérieur des luttes de la classe ouvrière.

Les derniers jours de 1978 ont montré combien étaient grandes la sensibilisation et la combativité des travailleurs contre le chômage : à Saint Nazaire, où par milliers les travailleurs ont vigoureusement réagi contre le chômage technique et l'intervention policière. A Saint-Chamond, dans la Loire, où la population a fait corps avec les grévistes expulsés de leur usine par les milices patronales, permettant la réoccupation.

A Longwy, en Lorraine, où les initiatives des sidérurgistes se multiplient. Et on sait qu'en Lorraine, de nouvelles actions sont prévues dans les jours qui viennent.

Quand les prix montent sans cesse, quand le pouvoir d'achat des masses populaires diminue, quand le chômage partiel ou total touche des millions de travailleurs, il y a quelques difficultés à souhaiter une bonne année. Ce que nous souhaitons, ce à quoi nous œuvrons de toutes nos forces, c'est que l'année 1979 soit une année de lutte et de succès contre le chômage, une année où chaque succès, si minime soit-il, se transforme en un acquis pour de nouvelles luttes, et de nouveaux succès.

Au seuil de l'année 1979, fort du soutien de ses lecteurs qu'a prouvé le succès de la souscription, le *Quotidien du Peuple* entend prendre toute sa part dans ce combat.

## ● Pluie de hausses depuis lundi

C'est entendu, la hausse des prix en novembre n'a été « que » de 0,5 % et il est probable que Barre annoncera que l'année qui vient de s'écouler a vu une hausse des prix inférieure à 10 %.

Tout va donc bien, monsieur le Premier ministre. Pourtant, ce mercredi matin 3 janvier, on achète notre essence plus chère : 2,75 F le super, contre 2,68 F hier. Même augmentation pour l'ordinaire.

Pourtant, depuis lundi, le timbre fiscal pour une carte d'identité est passé de 18 F à 30 F. Même augmentation pour les autres timbres fiscaux.

Pourtant, depuis lundi, le prix des pneumatiques a augmenté de 6 %.

Pourtant, depuis lundi, les prélèvements de sécurité sociale sur nos salaires ont augmenté. La paye de janvier sera donc diminuée.

Pourtant, nombreux sont les locataires à recevoir depuis quelques semaines des lettres de leur propriétaire indiquant que le loyer, et les charges, vont augmenter dès janvier.

Pourtant, depuis lundi, les tarifs des assurances sont « libérés » avec la traditionnelle augmentation en corollaire.

Pourtant, on sait déjà que la redevance télévision va augmenter dans des proportions notables.

Et on sait qu'il faut s'attendre dans un délai rapproché, à une augmentation des cigarettes.

Barre l'a dit, les choses vont en s'améliorant. Qui le croira ?

## «La rue du prolétaire rouge» en vente partout sauf... dans les librairies du PCF :

### ● une censure qui n'ose pas dire son nom

Il est «étonnant» que, lorsqu'on s'adresse à la librairie régionale du PCF (2, avenue Kennedy à Lille), pour obtenir un ou plusieurs exemplaires du livre «La rue du prolétaire rouge», on nous réponde toujours par la négative.

Un exemple : le 23 décembre 1978, à 18 heures.

— Allo ? La «Librairie Nouvelle» ?

— Oui... C'est pourquoi ?

— Voilà, je voudrais me procurer dix exemplaires du livre «La rue du prolétaire rouge»...

— Ah ! Attendez, je vais voir s'il nous en reste encore... (Quelques minutes plus tard)... Je suis vraiment désolé, mais il ne nous en reste plus du tout !

— Ah bon ! Et si je vous les commandais, quand les aurai-je ?

— Vous savez, avec les fêtes de fin d'année... et l'inventaire... Nous n'en aurons que le 10 janvier et encore... Le temps qu'on les commande !

— Bon, ça ne fait rien. Ça m'apprendra, j'aurais dû vous les acheter plus vite. Vous en aviez encore, il y a quinze jours de cela ?

— Bien sûr ! Mais actuellement, nous n'en avons plus du tout... »

Conversation téléphonique intéressante. Ce libraire du PCF avoue que «Rue du prolétaire rouge» était disponible le 10 décembre. Or, à la fête régionale du PCF des 8-9-10 décembre, il n'était pas en vente !

Correspondant Lille

## ● Carrillo donne sa position sur le PCF et l'Europe

En matière européenne, «l'attitude du PCF est totalement irréaliste. Refuser la demande d'adhésion de l'Espagne à la CEE serait aller contre le traité de Rome lui-même. Les communistes français ne tiennent pas compte de l'avis de toutes les forces démocratiques d'Espagne, favorables à l'adhésion à la CEE depuis la dictature franquiste. Ceux qui s'opposent à l'entrée de l'Espagne dans la CEE tournent le dos à une construction européenne équilibrée au sein de laquelle l'Europe du Sud aurait le poids qui lui revient.»

Ces appréciations sur la position de Marchais en matière européenne ne sont nullement portées par Mitterrand mais par le comité exécutif du PCE...

## EUROPE :

# LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU SYSTEME MONÉTAIRE RETARDÉ

● Nous sommes au début de l'année 1979, et le système monétaire européen (SME) n'est toujours pas en place. Sa mise en service, prévue initialement pour le 1<sup>er</sup> janvier est retardée à la suite d'un différend apparu entre la France et la RFA.

Le 6 décembre, à la suite de laborieuses tractations, six des neuf pays de la CEE décident de mettre en place le SME dès le 1<sup>er</sup> janvier. L'Italie et l'Irlande, après avoir hésité, donnent leur accord quelques jours plus tard. Giscard, qui est avec le chancelier allemand Schmidt un des pères du projet, met comme condition à ce nouveau système monétaire la suppression des montants compensatoires, qui pénalisent l'agriculture française (voir encart). Le flou subsiste alors quant aux modalités de suppression : pour la France, il s'agit de faire les choses progressivement, pour arriver d'ici une année à une suppression définitive. Pour la RFA, il ne s'agit que d'un «objectif», voire un simple «vœu». Le 19 décembre, les ministres de l'Agriculture examinent plus concrètement le problème, et ne parviennent pas à un accord. Dès lors, la position française se durcit, au point de faire de la suppression des montants compensatoires une des conditions à la mise en place du SME.

### UN COMPROMIS PROBABLE

Pour spectaculaire qu'elle soit, cette nouvelle querelle n'est qu'une péripétie au regard de l'évolution européenne. Tout porte à croire, en effet, que le SME va être mis en place dans un délai rapproché, et qu'un compromis interviendra dans le domaine des montants compensatoires. Les occasions de

négociations ne manquent pas : vendredi et samedi prochains, Giscard et Schmidt se rencontreront à la Guadeloupe, en compagnie de Callaghan et Carter ; le 15 janvier, ce sont les ministres de l'Agriculture des Neuf qui se réunissent à Bruxelles ; de plus, l'éventualité d'une réunion anticipée n'est pas à exclure, puisque c'est le ministre français Mehaignerie qui assurera, pour une période de 6 mois, la présidence de ces réunions.

### LES POLITIQUES INTERIEURES AU CENTRE DE LA QUERELLE

Plus que dans des questions économiques, la raison de la querelle est à chercher dans le domaine de la politique intérieure de chacun des pays concernés. Vigoureusement attaqué, au sein même de sa majorité, sur sa politique européenne, accusé par le RPR de brader l'indépendance nationale, Giscard se devait de faire preuve d'un peu de fermeté, ne serait-ce que pour tenter de prouver que le nouveau système monétaire ne profite pas qu'au mark et à la RFA.

De plus, dans le cadre de la préparation des élections de juin prochain, il entend s'appuyer, pour une large part, sur certaines organisations paysannes, comme en témoignent les ouvertures couronnées de succès, envers le leader de la FNSEA, Debatisse. Cet appui mérite, à tout le moins, une relative fermeté dans le domaine de la politique agricole européenne.

En Allemagne, ce sont un peu les mêmes questions qui se posent à Schmidt. Les élections législatives ont lieu en RFA en 1980. L'électorat paysan y est d'une certaine importance, par l'intermédiaire notamment du parti

libéral, indispensable appui de la social-démocratie au pouvoir. Or, la suppression des montants compensatoires aboutira nécessairement à une diminution des revenus des paysans allemands, ce qui n'est jamais très bon en période électorale. D'où la fermeté du gouvernement de la RFA.

Ainsi donc, et pour la nième fois, l'évolution européenne se voit confron-

tée aux intérêts contradictoires de deux gouvernements. Sur ce point précis du SME et des montants compensatoires, les intérêts européens vont l'emporter. Reste à savoir ce que sera la nature du compromis réalisé à propos des montants compensatoires. Elle donnera une idée des rapports de forces existant entre la France et la RFA aujourd'hui.

N.D.

## Que sont les montants compensatoires ?

Au niveau européen, on définit les prix en unités de compte. Pour convertir ces prix en monnaies nationales, on passe par des monnaies fictives, qui ne varient pas au jour le jour. Il y a ainsi le « franc vert », le « mark vert », la « lire verte », etc.

Comme les monnaies varient chaque jour, il y a forcément un écart entre, par exemple, le franc et le franc vert, le mark et le mark vert, etc. Cet écart est comblé par les montants compensatoires (MCM), créés en 1969.

Concrètement, en 1969, le franc a été dévalué. Pas le franc vert, qui par définition est fixe. Normalement, le franc étant dévalué, les prix des produits français auraient dû se trouver moins élevés sur le marché allemand. Pour éviter cette distorsion, on fait jouer les MCM et on taxe les produits agricoles français à l'exportation. La taxe est actuellement de 10,6 % (elle est aussi de 14,7 % pour l'Italie, qui elle aussi demande la suppression des MCM).

A l'inverse, le mark allemand a été réévalué. Théoriquement, les produits allemands auraient dû se trouver plus chers sur le marché français. Pour maintenir «l'égalité», on subventionne alors les produits agricoles allemands à l'exportation. La subvention est actuellement de + 10,8 % (et de + 3,5 % pour le Bénélux, favorable au maintien des MCM).

## ● Histoire d'une promesse du programme de Blois

Le 7 janvier dernier, à trois mois des élections, Barre présentait le Programme de Blois. Au milieu de mille promesses non encore tenues, Barre promettait qu'il serait désormais possible, dans «les communes d'une dimension suffisante», d'instituer des referendums communaux si le quart des électeurs en faisaient la demande.

Onze jours plus tard, Giscard recevait à l'Élysée 35 maires «choisis pour l'intérêt de leurs réponses au questionnaire gouvernemental sur la réforme des collectivités locales.»

Ceux-ci ne cachaient pas leur hostilité à la réforme promise. Ils y voyaient une atteinte à leurs prérogatives ! En bons démocrates bourgeois, ils estimaient que leur gestion devait être jugée à l'occasion des élections municipales tous les six ans et pas davantage. Le gouvernement décidait alors de satisfaire ces messieurs. Il ne sera donc pas possible à 25 % de la population de demander ces referendums. Ils seront uniquement laissés à l'initiative des conseils municipaux. Ceux-ci pourront, sur proposition du maire, «soumettre à referendum des affaires relevant de la compétence de la commune, à l'exception du budget.»

Le conseil municipal devra trancher à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Pour qu'un projet ainsi soumis au vote de la population soit accepté, il faudra qu'il ait recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés et que le quart au moins des électeurs inscrit ait participé au scrutin.

C'était l'histoire d'une promesse du programme de Blois.

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire - 56 942

## Model (Besançon)

# licenciement de deux immigrés

# PREMIER REcul PATRONAL

Cette petite entreprise de découpage métallurgique (pour l'industrie automobile Peugeot, à 70 %) a connu il y a bientôt deux ans, un conflit particulièrement dur qui avait permis à la majorité de la centaine d'ouvriers (dont une vingtaine d'immigrés) de se rassembler, malgré toutes les divisions, avec la jeune section CFDT très combative.

Que des travailleurs puissent encore s'organiser syndicalement et efficacement, cela ne semble plus tolérable pour le patronat local. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les deux licenciements décidés par M. Moyse, le PDG, à

l'encontre de deux travailleurs immigrés, et ceci à une semaine de Noël.

Très vite, les autres ouvriers immigrés ont compris, qu'à travers ces deux licenciements, c'était leur emploi à tous qui était visé, le patronat espérant rallier les ouvriers français contre les immigrés, traités en «boucs émissaires».

En entreprenant de façon résolue une grève, à une vingtaine, ils ont montré la voie de la lutte et permis à la solidarité de se développer.

La section CFDT a organisé une solidarité massive autour de la lutte, contre ces licenciements discriminatoires, en mon-

trant l'enjeu : s'attaquer aux immigrés, c'est pour voir ensuite s'attaquer aux droits fondamentaux de toute la classe ouvrière.

Elle dénonça l'hypocrisie des patrons qui n'hésitent pas à recevoir la télévision régionale dans le cadre de la «semaine de dialogue Français-immigrés», et qui veulent vouer au chômage un travailleur dont la situation familiale est particulièrement difficile. Algérien marié à une Marocaine, père de bientôt quatre enfants, il ne peut retourner au pays.

En réalité, sous les prétextes les plus fantaisistes, le patron, et semble-t-il les chefs, voudraient faire en-

dosser à ces travailleurs tous les reproches qu'ils font aux ouvriers soumis aux conditions de travail les plus dures.

Quant aux motifs de l'autre licenciement, celui d'un délégué CFDT, c'est l'absentéisme, qu'on obtient en cumulant une opération d'appendicite et un stage syndical ! On n'aurait donc plus le droit d'être malade, ni celui d'être délégué !

Déjà, sur ce licenciement, la grève et l'envoi massif de télégrammes, de lettres de protestation de la part des autres sections syndicales d'entreprise, semblent avoir fait reculer le patron et l'inspecteur du

travail, qui déclare n'avoir reçu aucune demande.

Reste l'autre, pour lequel le patron reconnaît qu'il s'agit d'un cas social, mais n'envisage qu'un reclassement : «*Le personnel, (c'est-à-dire les chefs) n'en voulaient plus.*» ! Le fait est que seuls quatre ou cinq travailleurs sont restés sensibles au chantage raciste. Mais la démobilitation déterminée des autres travailleurs est nécessaire pour continuer à faire reculer le patron, tout autant que l'appel aux bons sentiments des personnalités religieuses (Mgr Cuminal) et politiques (le «quartel des libertés» : PS, PC...)

Puisque le patron avoue lui-même qu'il s'agit d'un test, la victoire chez Model concerne tous les travailleurs. Il importe donc que la mobilisation soit grande en cette première semaine de janvier, où un meeting est prévu jeudi, et peut-être, s'il y a lieu, une grève de la faim.

Quoi qu'il en soit, cette première bataille marque un point positif face aux problèmes qui ne manqueront pas de survenir en 1979, pour le renouvellement des cartes de séjour de la plupart des immigrés.

Corr. Besançon

## Nouvelles de Franche-Comté

### PEUGEOT : LIBERTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL BAFOUÉES

● Peugeot condamné pour écoute téléphonique dans un foyer : depuis juillet 1973, la direction du foyer ALTN de Bethoncourt (où sont logés de jeunes travailleurs du groupe Peugeot) avait installé un système d'écoutes téléphoniques pour soi-disant dissuader le personnel de faire des conversations privées au lieu de travailler. En réalité, il s'agissait surtout d'espionner le foyer, et là comme dans l'usine, d'empêcher toute expression et toute liberté d'opinion. Malheureusement pour Peugeot et les gestionnaires du foyer, une réparation a fait tout découvrir. Suite à une plainte, le tribunal de Montbéliard s'est condamné à six mois de prison et 200 F d'amende les gestionnaires.

● A Dijon, entrave aux libertés syndicales : les bons de délégation en procès.

Les sections CGT et CFDT ont porté plainte contre le nouveau système adopté par la direction en matière d'heures de délégation. Maintenant, il faut demander un bon et justifier le motif de ses déplacements, sinon les blâmes et les sanctions pleuvent. Les syndicats refusent cette limitation de leurs droits. La direction maintient son système et invoque d'autres jugements de tribunaux. Celui de Dijon sera attendu le 10 janvier.

● Un employé de Peugeot, père de quatre enfants, est mort écrasé par un fenwick, à Sochaux, lors d'une manœuvre.

### LUTTES OUVRIERES DE FRANCHE-COMTÉ EN CETTE FIN D'ANNÉE

● Succès d'une grève dans le bâtiment à Dôle : 300 F de prime de fin d'année, et une augmentation (faible) de salaire, résultat de la grève de la quarantaine d'ouvriers de la Franc-Comtoise de Confort.

● Grève aussi pour le maintien de la prime de fin d'année dans une usine de sous-traitance de Peugeot à Seloncourt, aux Établissements Wittner.

● Grève à l'imprimerie de l'Est (ancienne propriété de l'évêché de Besançon) contre sept licenciements consécutifs à un déménagement et à une restructuration. Les hebdomadaires et feuilles locales imprimés dans cette entreprise, qui s'était dotée récemment de matériel de photocomposition et d'offset, ont dû paraître avec du retard. C'est la deuxième fois que de telles menaces pèsent sur l'emploi dans cette vieille imprimerie, dont le déménagement en banlieue implique aussi des difficultés dans une autre imprimerie voisine, Jacques Demontéront. La direction a dû reculer ses projets pour le moment, mais les menaces restent.

● Dans les hôpitaux :

Depuis des années, les manipulateurs-radio de l'hôpital de Besançon luttent pour l'amélioration de leurs conditions de travail, qui passe notamment par l'embauche de personnel supplémentaire. On fait

grand cas de nouvelles techniques, en particulier l'utilisation d'un scanner, mais rien n'est fait pour résoudre les problèmes humains, remplacement des absences en particulier. Les malades comme les travailleurs en subissent les conséquences.

A Lovillars, c'est contre la nourriture insuffisante, en quantité et en qualité, que le personnel, avec la CGT, proteste en solidarité avec les pensionnaires. Il s'agit là d'un hôpital psychiatrique.

Aux Genevriers, près de Morteau, dans le Haut-Doubs, c'est contre la suppression d'emplois que la CGT lutte, refusant les projets de suppression à terme de ce centre dont la reconversion se traduit actuellement par une lente agonie.

### USAGERS ET CHEMINOTS CONTRE LA DÉGRADATION DES SERVICES DE LA SNCF

Périodiquement, les habitants de Besançon et de la région utilisant la ligne Besançon-Dijon, protestent contre les conditions de leurs voyages : vieux wagons, pas de chauffage, pas de lumière parfois, horaires mal adaptés et en plus pas respectés. En décembre, une trentaine de voyageurs allant à Paris ont manifesté leur mécontentement d'avoir raté leur correspondance en bloquant les voies. Le chef de gare dut intervenir en personne, et menacer les manifestants d'une intervention policière.

De leur côté, les cheminots de Dôle, dans le Jura, ont décidé de faire des grèves surprise durant la période de fin d'année, afin d'exiger le maintien de l'emploi, en particulier de quatre postes de voltigeurs, la création de postes pour l'information et le triage. A Besançon, c'est toujours le dépôt de locomotives qui est menacé.

### POUR LA JUSTICE ? PERSONNE N'EST RESPONSABLE DES ATTENTATS CONTRE LES SYNDICALISTES DE VESOUL

C'est en effet par un non-lieu que le juge d'instruction de Vesoul a conclu l'affaire, deux ans après. Le 17 décembre 1976, vers deux heures du matin, sept explosifs étaient lancés contre les locaux CGT et CFDT. L'attentat était signé d'inscriptions fascistes à la gloire de Hitler et du colonel Peiper qui venait de disparaître mystérieusement lors de l'incendie de sa maison à Traves, non loin de là. Toutefois, les syndicats, faute de voir condamner les coupables, sont déchargés des frais de justice, pour «leur bonne foi» ! Pendant ce temps, les poseurs de bombes, qu'on a vus à l'œuvre dans la région, Besançon et Montbéliard en particulier, restent impunis. Les racistes sont encouragés. C'est ainsi que la nuit de Noël, un ouvrier algérien a été gravement blessé de trois coups de fusil, à la sortie d'un bal en Haute-Saône.

### ● Grève reconductible à Usinor Mardyck

A l'appel de la CGT, les ouvriers de l'usine de Mardyck du groupe Usinor, près de Dunkerque, se sont mis en grève reconductible depuis jeudi dernier. Deux mille ouvriers ont ainsi cessé le travail. Ils exigent l'annulation d'une mesure de la direction qui prévoit le passage du travail posté aux trois huit. Cette réorganisation se traduirait, entre autres, par une amputation d'environ 20 % du pouvoir d'achat.

### ● La réforme de l'indemnisation du chômage

Mercredi, les Sénateurs devaient examiner la loi votée par l'Assemblée le 22 décembre, concernant le système d'indemnisation du chômage. Après quoi, le texte devait repasser devant l'Assemblée, ce vendredi. L'essentiel de cette réforme, censée simplifier le fonctionnement de l'indemnisation, est de fait la dégressivité des 90 %. Même si, au niveau du texte de loi, le taux de dégressivité n'est pas précisé, le principe devient donc obligatoire, et des négociations paritaires devaient de nouveau se tenir, pour le fixer. Lors des précédentes négociations patronat-syndicats, c'est précisément sur ce point que les syndicats avaient quitté la dernière séance. Deux jours après, Robert Boullin, ministre du Travail, annonçait son projet de loi-cadre : il n'avait pas perdu de temps. Quelques jours plus tard, le Parlement était convoqué en session extraordinaire pour le voter !

### ● Les certificats de résidence de 350 000 Algériens

Il y a quelques semaines, Lionel Stoléro, secrétaire d'État aux travailleurs immigrés, laissait entendre qu'il était peu probable que la totalité des 350 000 cartes de travailleurs algériens soit renouvelée cette année, pour une nouvelle période de dix ans. Finalement, Lionel Stoléro a été contraint à un recul puisqu'il a dû annoncer que «*la totalité des certificats de résidence des travailleurs algériens sera prolongée d'un an, tout au long de l'année 1979.*» Un accord a en effet été conclu avec l'ambassadeur d'Algérie en France. Cela devrait permettre, d'après le secrétaire d'État, que les deux gouvernements mènent «*en toute sérénité*» les négociations sur l'accord franco-algérien de main d'œuvre. Pourtant, il est clair que des ordres avaient été donnés aux préfets pour qu'ils ne renouvellent pas ces papiers, dans l'attente de la discussion prévue au Parlement au printemps, après l'annulation par le Conseil d'État de plusieurs décrets interdisant la régularisation de la situation des étrangers arrivés en France après 74. Toutes les menaces ne sont donc pas levées, et Stoléro a bien l'intention de proposer de nouvelles lois répressives contre les travailleurs immigrés.

# Rétrospective 1978

## A quelques jours des élections, DES GREVES QUI NE SONT PAS DU GOUT DE TOUT LE MONDE...



22 février : Général Motors à Strasbourg, en grève.

24 février : Braud Saint Louis, en Gironde : chantier de la centrale nucléaire en grève.

27 février : Rhône Poulenc Textile à Colmar : en grève.

1<sup>er</sup> mars : Verrerie Boussois, à Maubeuge ; 2 mars : chantier de la centrale nucléaire de Dampierre en Burly, près d'Orléans... A quelques jours des élections, toute une série de grèves éclate, sur les salaires, les horaires, les conditions de travail ! Partout, dans la presse, c'est le silence. Partout, on ne parle que des élections, de la querelle de la gauche. Pourtant, plusieurs milliers de travailleurs sont partis en lutte, occupent leurs entreprises.

A quelques jours d'élections qui ont pesé pendant des mois sur les luttes de la classe ouvrière, à quelques jours d'élections au bout desquelles la gauche a promis les 2 400 francs et d'autres revendications, plusieurs milliers de travailleurs choisissent la lutte, sur le terrain. Et ce sont bien là des luttes offensives, sur les salaires en particulier.

La réaction de la bourgeoisie est violente : à 9 jours du premier tour, elle poursuit 600 grévistes de Braud devant les tribunaux. A la Général Motors, c'est d'abord le lock-out, puis, le 6 mars au petit matin, les uniformes noirs qui débarquent en force et expulsent les occupants. C'est encore, entre les deux tours de scrutin, l'intervention policière contre les grévistes de Braud, puis de Dampierre...

Des luttes qui ont duré des quinze jours et plus, jusqu'à Braud, ils ne sont rentrés que le 2 avril. Des

luttés qui n'ont pas fait plaisir à tout le monde ; à Général Motors, par exemple, des gens du PCF ont réussi à dégager la CGT de l'occupation, quelque temps avant l'intervention des flics. Et alors que plusieurs dizaines de grévistes, dont 5 délégués, étaient menacés de licenciement, ces gens ne trouvaient rien d'autre à faire que de diffuser des tracts appelant à bien utiliser son bulletin de vote... Les grévistes de Braud

n'ont pas eu droit à un meilleur traitement. Dans l'Humanité de l'époque, on pouvait lire qu'EDF était stupide de retarder encore la construction de cette centrale, en refusant de donner quelques sous...

Des grèves qui, d'une certaine façon, affirmaient que, quel que soit le résultat sorti des urnes, il valait mieux ne pas trop en attendre, et compter d'abord sur la mobilisation des travailleurs.

### Lu dans l'Humanité, au bout d'un mois de lutte à Braud Saint Louis

«A EDF, on estime la perte à 100 millions de centimes par jour, manque à gagner sur la distribution d'électricité dans l'avenir. EDF oublie de mentionner la politique désastreuse du pouvoir qui après avoir tout sacrifié aux manitous du pétrole, voudrait en quelques années engraisser les requins du nucléaire. La grande politique énergétique de la France serait-elle à la merci de quelques centaines de travailleurs perdus dans le marais ? Ou plutôt à celle de la SPIE et consorts ? Les travailleurs réclament quelques francs. Cela les vaut bien, pour une centrale nucléaire prête à fonctionner clés en mains.»

### RPT Colmar : à quelques jours de l'occupation, ce que disaient les directions syndicales

«Dans la période actuelle, à la veille d'élections capitales, les représentants de la CFDT et de la CGT réaffirment que la seule solution valable pour le maintien de nos usines en activité et pour la défense des travailleurs, consiste à nationaliser Rhône Poulenc et ses filiales, comme le prévoit le Programme commun de la gauche...»

# Renault, Moulinex, Les Arsenaux, LE REVEIL DU PRINTEMPS

Premier mai bien triste, que celui de cette année. Dans l'ensemble, les cortèges sont maigres et peu offensifs. Bien peu de travailleurs ont éprouvé le besoin de répondre à l'invitation des centrales syndicales. Il est vrai que les perspectives offertes n'ont rien de très mobilisateur. Les directions syndicales se remettent péniblement du terrible coup qu'elles ont pris sur la tête le 19 mars. Elles se contentent d'expliquer la faible mobilisation de ce 1<sup>er</sup> mai 78 par l'échec de la gauche en mars. Certains, attribuant aux travailleurs leur propre désillusion ironisent jusqu'à parler d'«abattement», expliquant que la tâche de l'heure c'est d'aider la classe ouvrière à relever la tête. Quoi d'étonnant si tout ce joli monde se trouve très surpris par la grande vague de luttes du printemps 78 :

eux qui préparaient fébrilement leurs dossiers pour s'en aller négocier.

Dès les premiers jours de mai, des grèves éclatent un peu partout à travers la France, souvent dans de petites entreprises : Reinier, Aigles, Paluel, Dehé, Atlas... On en compte plusieurs dizaines. Puis partant de Renault Flins, la grève s'étendra rapidement à toutes les usines de la Régie ; puis aux usines de Moulinex, aux Arsenaux...

Ce n'est qu'avec la coupure des congés, lorsque le mois de juillet est déjà engagé que les grandes luttes du printemps s'arrêteront.

Pour la plus grande partie d'entre elles, elles n'ont pas

débouché sur de grandes victoires. Globalement, peu de revendications ont été arrachées. Laissés sans perspective par les directions syndicales, les travailleurs en lutte ont parfois du mal à résoudre les difficultés qui se présentaient. Par exemple, à Cléon : comment résoudre la contradiction entre le caractère massif de la grève et le faible nombre de grévistes pour occuper la boîte ? Ou encore, à Renault, comment briser l'isolement total dans lequel les directions syndicales tenaient chaque usine du groupe ?

Cela dit, cette vague de luttes a été une coupure nette avec la situation d'attentisme liée à la perspective de 78 qui prévalait depuis plusieurs années dans la classe ouvrière. Et c'est cela qui est le plus important.

## Renault : grèves, occupations, ... un mois de luttes à la Régie

C'est le 24 mai que tout a commencé à Renault. A l'usine de Flins, un cadre veut sanctionner un ouvrier des grandes presses, pour un léger retard : un avertissement et deux jours de mise à pied. Ce sera le détonateur. Depuis un moment déjà, le ras-le-bol s'accumulait dans toutes les usines de la Régie...

Immédiatement après l'annonce de la sanction, les 400 O.S. des 3 équipes des grandes presses se mettent en grève pour le P1 pour tous. Ils le resteront plus d'un mois... un mois de lutte dure. Deux fois ils seront expulsés par les flics, deux fois ils réoccuperont. A plusieurs reprises, les cadres et la maîtrise venus faire des provocations seront repoussés énergiquement.

Le mardi 30, les débrayages quotidiens commencés depuis quelques jours à l'usine Renault de Cléon se transforment en grève illimitée avec occupation. Ils demandent 300 F pour tous, pas de salaire

inférieur à 3 000 F, la semaine de 35 heures...

Très vite, à Sandouville, à Douai, les débrayages de solidarité se multiplient. Les ouvriers reprennent bientôt à leur compte les revendications de Flins et de Cléon. Dans le même temps, un atelier d'Alpine à Dieppe est aussi en grève.

Dans chaque boîte de la Régie, on suit avec attention ce qui se passe dans les

autres, malgré d'énormes difficultés pour le connaître : les directions syndicales ne font rien pour, c'est le moins qu'on puisse dire. A Cléon, où la grève est massive, les ouvriers essaient de résoudre le problème préoccupant de la faible participation à l'occupation. Devant l'inertie opposée par les directions syndicales, comment faire déboucher cette lutte ? Comment vaincre le cloisonnement ? Comment éviter l'effritement ? Face à cette incurie volontaire, des syndicalistes essaient de prendre les choses en mains, de résoudre les problèmes cruciaux. Et même si, en fin de compte, leurs efforts n'ont pas été couronnés d'un succès revendicatif, il faut bien apprécier ce que cette démarche a de nouveau, d'encourageant, dans la construction d'une alternative, sur le terrain...

## Ces femmes qui se libèrent de Moulinex



Lundi 19 juin : alors que les grévistes de Moulinex. Alençon font face à la maîtrise, les ouvrières de Fresnay-sur-Sarthe, Marners et Villaires la Juhel occupent ! A Caen, Argentan et Mayenne, le mouvement des O.S. prend de l'ampleur. En quelques jours, 5 usines sont occupées : c'est la première fois, chez Moulinex, que la grève touche ainsi en même temps un si grand nombre d'usines. Là encore, c'est une bataille d'O.S., contre ce groupe qui prétend «libérer les femmes». Ce que demandent les ouvrières, c'est 400 F pour tous, le paiement des ponts, la cinquième semaine de congés payés. Malgré les menaces d'évacuation, l'agression du piquet de grève de l'usine de Caen par les nervis, les pressions des tribunaux qui ordonnent l'évacuation, l'intervention des flics, à Alençon et à Caen, la grève dure

encore toute la première semaine de juillet, rencontrant une solidarité importante des autres usines, en particulier sur Caen. Moulinex ne cédera que des miettes. Mais un peu comme à Cléon, une frange

de syndicalistes a commencé à réfléchir sur les difficultés d'une telle lutte, où la mobilisation des femmes était nécessaire, et où elle n'a pas été réellement prise en compte par les dirigeants syndicaux.

## Boussac : la grève des Vosges

A 8 jours des congés, les «Boussacs», sur qui pèse la menace de milliers de licenciements, et qui n'ont toujours pas touché leur salaire de juin, se mettent en colère. Ils renforcent les piquets de grève à Nomez, Thaon, Vincely, Igney..., barrent les routes et refusent de lever les barrières, comme le leur deman-

dent certains dirigeants cégétistes. Ils convoquent des AG dans les usines, pour briser le silence, l'absence de débat sur la lutte à mener. A Vincely l'occupation était votée... Dans la vallée du Rabodeau, les «Boussacs» occupent la sous-préfecture, et repoussent pendant plus d'un quart d'heure, les gardes mobiles...

# Rétrospective 1978

## Fin d'année 78

## BIENTOT 2 MILLIONS DE CHOMEURS



Retournée 1978. Soulagée par les résultats des élections qui lui donnent un peu de répit, la bourgeoisie accélère la restructuration de l'économie. Dès le lendemain de mars, des centaines d'usines, mainte-

nues provisoirement en vie, déposent leur bilan. Chaque mois, en dépit des dénégations gouvernementales, le chômage augmente, sortant de l'école, commencent leur «vie active» par des mois de chômage. Ce sont des centaines de milliers d'ouvriers qui se retrouvent dans les files d'ANPE. Ce sont des régions entières qui meurent, sous le coup des plans de restructuration. Bientôt deux millions de chômeurs, et des attaques sans précédent contre l'indemnisation.

Pilotaz à Chabéry, Azur à Vincennes, la liste est longue des usines occupées pour sauver l'emploi. Textile, sidérurgie... plusieurs dizaines de milliers d'emploi doivent être supprimés ! Les patrons ne sont pas fous : pas de grandes charrettes de licenciements qui entraîneraient des réactions immédiates. On fait courir des bruits, on ne remplace pas les travailleurs qui partent en retraite, on licencie d'abord les ouvriers immatrimés, rendus responsables de tout ce chômage, on multiplie les pré-retraites, on mute... Tous les procédés sont employés. Au bout du compte, ils espèrent réussir leur coup sans trop de révolte de la part des travailleurs.

Pourtant, en cette fin d'année 78, les travailleurs en ont assez de ce chômage qui pèse sur toute la classe ouvrière, sur toutes les régions du pays. A Saint-Etienne et dans toute la Loire, début décembre, des manifestations rassemblant 35 000 personnes montrent s'il en était besoin, cette volonté de s'opposer au chômage. A Boulogne, autour des aciéries Paris Outreau liquidées, toute la population manifeste. Dans le Valenciennois, dans le Bassin de Longwy, les sidérurgistes, frappés de plein fouet par la restructuration, dans des régions où il n'y a pas d'autre possibilité d'emploi, affirment leur volonté de continuer à vivre dans leur pays.

Comment briser la division syndicale, dont l'objet n'a pas de rapport avec les besoins réels des travailleurs ? Autant de problèmes, autant de freins à rompre, pas à pas, si l'on veut vraiment marquer des points contre le chômage.

C'est bien le même problème qu'ont aussi à résoudre les postiers, les cheminots, qui se battent un peu partout, depuis la rentrée, contre les licenciements de vacataires et d'auxiliaires, contre la suppression de postes, pour l'embauche de personnel. Luttés qui dans l'ensemble restent encore isolées, qui jaillissent et retombent, devant l'inégale mobilisation, l'absence de perspective d'ensemble, devant l'inertie opposée par les directions syndicales. Combien de centres de tri ou de dépôts qui sont partis en grève, avec souvent des formes de lutte dures, et qui pour l'instant, n'ont pu vraiment trouver de débouché victorieux ! A la veille de l'année 1979, où les prévisions sur le chômage sont plus que noires, c'est bien là, sans aucun doute, le problème majeur que doit résoudre la classe ouvrière de notre pays.

Comment briser la division syndicale, dont l'objet n'a pas de rapport avec les besoins réels des travailleurs ? Autant de problèmes, autant de freins à rompre, pas à pas, si l'on veut vraiment marquer des points contre le chômage.

C'est bien le même problème qu'ont aussi à résoudre les postiers, les cheminots, qui se battent un peu partout, depuis la rentrée, contre les licenciements de vacataires et d'auxiliaires, contre la suppression de postes, pour l'embauche de personnel. Luttés qui dans l'ensemble restent encore isolées, qui jaillissent et retombent, devant l'inégale mobilisation, l'absence de perspective d'ensemble, devant l'inertie opposée par les directions syndicales. Combien de centres de tri ou de dépôts qui sont partis en grève, avec souvent des formes de lutte dures, et qui pour l'instant, n'ont pu vraiment trouver de débouché victorieux ! A la veille de l'année 1979, où les prévisions sur le chômage sont plus que noires, c'est bien là, sans aucun doute, le problème majeur que doit résoudre la classe ouvrière de notre pays.

Riposte difficile, dont l'issue est posée après chaque manifestation, chaque journée ville-morta... Comment faire déboucher la mobilisation qui existe ? Comment unir les différentes boîtes concernées ? Comment organiser pour la lutte ceux qui sont déjà chômeurs et qui sont dispersés, divisés par le système compliqué des indemnités ? Comment

## POLITIQUE

# Les prévisions de l'OCDE : PLUS DE 16 MILLIONS DE CHÔMEURS

● Comme chaque fin d'année, l'OCDE publie ses prévisions pour l'année à venir, en se fondant sur les statistiques centralisées de tous les pays membres.

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) est un organisme auquel participent tous les pays ouest-européens, les États-Unis, le Japon, le Canada et un certain nombre d'autres pays.

Elle sert de cadre pour la définition des politiques économiques concertées. Ses travaux ont notamment servi de base aux décisions prises par les sommets économiques occidentaux.

En dehors du Portugal et de la Turquie, le nombre de chômeurs s'élevait à 15 750 000 dans la zone couverte par l'OCDE et devrait, selon l'organisme, progresser au cours de l'année, pour passer en moyenne de 5,25 % à 5,5 % de la population active, ce qui porterait le nombre de chômeurs au-delà de 16 millions.

Par ailleurs, l'OCDE estime que son «plan de relance concertée» adopté en juillet dernier au sommet de Bonn, a eu des effets qui se traduisent par

une augmentation de la consommation intérieure en Allemagne et au Japon et un ralentissement de l'augmentation du marché intérieur américain.

La tendance devrait se confirmer jusqu'au milieu de 1979 et permettre une relative stabilité dans la croissance, malgré un fléchissement de la croissance américaine prévu pour le début de 1979.

Ces prévisions modérément optimistes reposent pourtant sur un élément extrêmement important : la stabilisation relative des

## ● France : chômage et pressions sur les salaires

Selon l'OCDE, la hausse des prix pourrait être contenue, bien qu'il faille s'attendre à la poursuite d'une certaine tension sur les prix alimentaires à la consommation, c'est-à-dire que les prix alimentaires croissent plus rapidement que les autres. Par contre, les hausses de salaires devraient être ralenties : 13 % contre 13,5 % en 1978.

Si les prévisions envisagent une croissance de l'ordre de 5 %, par contre le chômage ne pourrait que s'accroître : «Étant donné l'évolution prévisible de la population active et compte-tenu des mesures particulièrement prises pour encourager l'emploi des jeunes et la retraite anticipée des travailleurs dans diverses industries, le taux de chômage pourrait se stabiliser à son niveau de la fin de 1978 ; mais en moyenne annuelle, par rapport à 1978, le nombre de chômeurs pourrait augmenter en 1979 de plus de 100 000 personnes.»

Dans le domaine du commerce, l'OCDE prévoit que la balance commerciale reste bénéficiaire, quoiqu'à un niveau moindre que celui de 1978 ; les exportations seraient notamment stimulées par une reprise attendue de la demande allemande.

cours du dollar, dont on sait qu'ils ont fortement baissé, en représaille aux mesures de hausses des prix, très modérée, du pétrole.

Les conséquences peuvent être multiples, notamment en améliorant la compétitivité des produits américains. Ce qui peut entraîner deux types de conséquences : d'une part que des mesures défensives soient prises par certains pays, «soumis à une forte concurrence des importations et disposant

d'une faible demande extérieure», d'autre part accélérer «la prise de mesures nécessaires pour adapter les structures industrielles à la nouvelle configuration de la demande», ainsi que le recommande avec insistance l'OCDE.

Concurrence acharnée sur des marchés en expansion réduite et pression sur les salaires, augmentation du chômage modèleront l'harmonieuse relance concertée que nous dépeint l'OCDE pour 1979.

## ● Kennedy : 15 ans après

Kennedy, assassiné le 22 novembre 1963, a «probablement été assassiné à la suite d'une conspiration». Telle est la conclusion de la commission d'enquête de la Chambre des représentants, qui confirme ainsi de manière officielle ce qui est une évidence pour tous ceux qui ont déjà enquêté sur cet assassinat. Toutefois, la commission se déclare «incapable d'identifier le second tireur ou l'étendue de la conspiration». A moins que de nouvelles bouches s'ouvrent, ce n'est donc pas encore aujourd'hui qu'on connaîtra les motivations du meurtre du Président américain.

## LUTTES

## A propos de la campagne anti-chômeurs....

# DES SYNDICALISTES DE L'ANPE TÉMOIGNENT

### A la rédaction du Point en réponse à l'article du 18 octobre 1978 N° 317

«Après avoir lu avec attention votre article du 18 octobre 1978 n° 317 du Point : «Comment le chômage ronge une petite ville», les syndicats CFDT et CGT de l'ANPE de Poitou-Charentes s'étonnent du contenu de cet article et entendent donner leur point de vue sur les problèmes soulevés et sur les prises de position de certaines personnes interviewées par Le Point.

Il semblerait, à partir des bruits circulant dans l'ANPE, que notre Direction générale vous ait peu ou prou autorisé, voire encouragé, à choisir délibérément pour interlocuteur exclusif le chef de l'Agence locale de Niort. Nous protestons contre le principe même de l'enquête : nulle part dans l'article ne transparaît le point de vue des différentes catégories de personnel de cette unité, bien qu'une entrevue ait eu lieu avec les délégués syndicaux ANPE de Niort (CFDT) en présence du secrétaire de l'Union départementale CFDT des Deux-Sèvres.

Par ailleurs, que pouvez-vous penser du rappel clair qui vient de nous être fait, agence par agence, de la note du 23 août 1978, n° 2 401, concernant le secret professionnel, quand dans le même temps le chef d'agence livre à votre curiosité des documents et appréciations confidentiels sur la situation de chômeurs.

Nous avons l'habitude de nous heurter, dans le cadre de nos fonctions, à la curiosité manifeste de certains patrons qui tentent de fouiller dans les fichiers pour y opérer directement leur propre sélection ! Ceci nous donne le droit, d'au-

tant plus, de nous indigner du procédé employé par le responsable d'unité cité.

Il y a plus grave : votre article contribue à colporter, entretenir et développer les idées toutes faites et simplistes répandues dans le public sur le chômage : concepts constituant la base de la propagande actuelle patronale contre les chômeurs et les personnels de l'ANPE.

Ainsi, vous avez isolé la déclaration d'une seule chômeuse, annonçant «qu'elle gagne presque autant au chômage» qu'étant salariée. Ceci souligne une interprétation tendancieuse de la rémunération des travailleurs sans emploi qui consiste à faire croire que les chômeurs gagnent trop et dès lors, ne sont plus de véritables demandeurs d'emplois, vraiment pressés de re-travailler.

Statistiques à l'appui, nous rétablissons la vérité (Liaisons sociales, 25 septembre 1978).

● Tous les jours, dans les grands moyens d'information, la bourgeoisie distille ses mensonges pour cacher la dramatique réalité du chômage.

Prenant toute sa place dans le concert, l'hebdomadaire Le Point publiait dans son numéro 317 du 18 octobre un «reportage» sur la situation des chômeurs à Niort.

Cet article était entièrement destiné à accréditer l'idée selon laquelle, dans l'ensemble, ce sont bien

Les déclarations de M. Lemoine, chef d'agence, retenues par vous, à propos de l'absence de qualifications des demandeurs d'emplois, relativement aux offres proposées, reprennent l'idée-force développée par le patronat, à savoir : la fameuse inadéquation de la demande à l'offre. Qu'en est-il en fait de cette définition du chômage, car bien entendu, les employeurs ne trouvent que des demandeurs peu, mal ou pas formés, impossibles à embaucher ? !

Allons plus loin : les chômeurs qualifiés trouvent-ils actuellement tous des offres en rapport avec leur qualification ; à quel prix, dans quelles conditions et où ? Les stagiaires sortant de formation sont-ils tous reclassés ? Il ne manque plus de chômeurs super-qualifiés, n'ayant aucun dé-

bouchés, acceptables ou non !

Dans votre article, Pierre Laebens, secrétaire général de la Chambre de Commerce et d'Industrie stigmatise le comportement des jeunes devant l'emploi, allant jusqu'à prétendre que l'éducation obligatoire jusqu'à 16 ans est un méfait qui les rend ambitieux et les amènent à refuser les conditions pourtant particulièrement déplorables de l'apprentissage...

Ailleurs, M. Lemoine considère que les «désirs d'emploi» de telle jeune fille (scandaleusement nommée dans un journal national) sont «néants» (!) car elle n'accepte ni de quitter sa région ni de faire une formation... Pourtant nous savons bien que dans ce pays qui compte 1 300 000 chômeurs, dans

les chômeurs eux-mêmes qui sont responsables de cette situation.

Des syndicalistes de l'ANPE de la région, révoltés par cet article, ont entrepris d'user du droit de réponse pour faire la mise au point nécessaire. Mal leur en a pris puisque la direction de l'hebdomadaire a refusé tout net de répondre positivement à leur demande. Après des démarches répétées, ils ont finalement décidé de s'adresser plus largement à la presse. Nous publions aujourd'hui leur article.

la plupart des cas, ni la mobilité géographique, ni la formation ne résolvent le problème travail.

Par contre, si tous les chefs d'agences de France étaient aussi généreux, aussi actifs et charitables que M. Lemoine déclare l'avoir été par rapport à tel cadre en chômage... gagnons qu'il n'y aurait rapidement plus de cadres dépourvus d'emploi... De même «pour les jeunes timides subitement détendus», rattrapés sur le trottoir de l'ANPE et orientés sur des stages à hauts débouchés !

Malheureusement, la bonne volonté ne suffit pas, ni les beaux sentiments ! Ceci confirme notre analyse et doit effacer une idée qui circule actuellement sur l'incapacité de l'ANPE à régler les problèmes d'emplois !

Comme si l'ANPE créait des emplois et pouvait compenser quelque chose dans la misère du marché du travail ! Soyons nets : quel que soit le bon fonctionnement de l'ANPE, la qualité de ses personnels, l'augmentation de ses moyens, la définition (redéfinition en cours...) de ses objectifs et de ses méthodes, cela n'augmentera pas le nombre total des emplois que le patronat «livre sur le marché de l'emploi» (marchandise qu'il entend bien épargner au maximum). Ces emplois-là se retrouvent en faible partie affichés dans les agences et l'ANPE ni son personnel ne

sont responsables du chômage. Seul le système actuel de production est générateur de ce gâchis humain monstrueux dont on veut nous faire porter une partie des responsabilités ! Ceci pour masquer la dure réalité : quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage ! On trouve toujours un lampiste, on peut toujours re-structurer l'agence (projet Boulin), cela ne supprimera pas le chômage !

Dans un article comme le vôtre, il fallait rétablir quelques vérités pour poser l'addition des erreurs de la politique actuelle en matière d'emploi et ce n'est ni à l'ANPE ni à ses agents de la payer !

«Comment le chômage ronge-t-il une petite ville ?» En contradiction avec tout le contenu de l'article qui vise à rendre les chômeurs responsables du chômage, peu ou prou, citons votre conclusion : «En trois jours d'enquête, l'auteur de l'article a vu passer 15 offres d'emplois dans le journal (...) et dans le même temps, s'inscrire 161 chômeurs à l'ANPE»...

Ceci confirme tous les arguments que nous tenions à développer dans cette réponse.

Voilà la réalité qui ronge une petite ville !!!

Sections syndicales  
CFDT et CGT  
ANPE  
Poitou-Charentes  
16 avenue  
des Cordeliers  
17 000 LA ROCHELLE  
Té1 (46) 41 20 44

## Qui touche quoi ?

Bénéficiaires de l'Aide Publique seulement 16,50 F par jour	214 098	16,43
Bénéficiaires de l'Allocation Assedic 40 % du salaire	331 565	25,44
Bénéficiaires de l'ASA Assedic 90 % du salaire	180 770	13,87
Bénéficiaires garantie de ressources 70 % (plus de 60 ans)	137 517	10,55
Bénéficiaires divers IF + FNE (indemnités spéciales)	8 726	0,66
TOTAL CHOMEURS INDEMNISES	872 676	66,97
TOTAL CHOMEURS NON-INDEMNISES	430 269	33,03
NOMBRE TOTAL DE CHOMEURS	1 302 945	

# IRAN : UN ENJEU STRATÉGIQUE MONDIAL

Par Frank ROUSSEL

## Une puissance militaire non-négligeable

L'Iran, quatrième producteur et deuxième exportateur mondial de pétrole, joue un rôle régional important en raison de la place qu'elle occupe au premier rang mondial des puissances militaires non nucléaires et en fonction de sa situation géographique au carrefour de trois continents. Tous ces facteurs additionnés expliquent la convoitise dont ce pays a toujours fait l'objet, d'abord de la part de l'impérialisme britannique, puis à partir de la seconde guerre mondiale, de la mainmise américaine, et plus récemment des tentatives de pénétration soviétiques qui ne peuvent aller qu'en s'accroissant.

L'impérialisme américain, s'appuyant sur les besoins pour l'Iran de constituer une industrie moderne, de moderniser son agriculture et de se doter des moyens de défense correspondant à sa situation stratégique, a assis sa domination dans ce pays en lui fournissant d'énormes moyens militaires et en l'incluant dans son propre système de défense.

Si les USA jouent un rôle de premier plan en Iran, la superpuissance soviétique, qui partage 2 000 kilomètres de frontières avec ce pays, y détient des intérêts non négligeables. L'URSS est le premier importateur de gaz naturel iranien et participe à de nombreux projets industriels en Iran. Ne disposant pas des mêmes moyens économiques et financiers que les États-Unis, l'Union soviétique pratique une tactique de pénétration plus lente et plus subtile.

L'URSS n'a pas cessé d'agrandir son influence dans la région : entretenant des rapports étroits avec l'Irak (traité d'amitié et de coopération signé en 1972), appuyant la prise du pouvoir de Taraki en Afghanistan (avril 1978) et signant un traité d'amitié et de coopération avec ce pays, comportant une clause sur l'Iran, en décembre 1978, et jouant un rôle dans les changements politiques survenus au Yémen du Sud.

L'histoire moderne de l'Iran est inséparable de la découverte du pétrole et de la venue des exploiters impérialistes attirés par les profits à en tirer.

En 1921, les Anglais mirent sur le trône la dynastie des Pahlévis. Celle-ci s'empressa de brader le pays et d'abolir la Constitution de 1909 qui exprimait en partie l'aspiration de l'Iran à l'indépendance. Elle s'attira ainsi la haine du peuple iranien.

A partir de la seconde guerre mondiale, un mouvement en faveur de l'indépendance se développa : il recut un large soutien populaire, bien que dirigé par la bourgeoisie nationale. Ce mouvement aboutit en 1951, à l'instauration du gouvernement Mossadegh, luttant à la fois pour l'établissement d'une démocratie parlementaire et contre l'impérialisme britannique. La dynastie Pahlévi fut chassée et Mossadegh nationalisa l'industrie pétrolière, ce qui provoqua de la part de la Grande-Bretagne et des États-Unis un blocus économique du pays.

Comprenant l'importance stratégique de l'Iran pour ses intérêts, l'impérialisme américain, par l'instrument de la CIA, organisa le coup d'État de 1953 qui renversa Mossadegh, et mit le Chah sur le trône.

Depuis cette date, la domination américaine en Iran s'est accrue, en particulier par le biais des ventes d'armement, qui ont fait de l'armée iranienne une des mieux équipées du monde.

### UNE ARMÉE PUISSANTE, ÉTROITEMENT ENCADRÉE PAR LES USA

Entre 1946 et 1960, l'aide militaire américaine à l'Iran s'est chiffrée à 458 millions de dollars, pour atteindre 900 millions de dollars entre 1960 et 1967 (soit, en sept ans, le double des quatorze années précédentes).

L'Iran n'a pas véritablement cherché à diversifier ses fournisseurs. Même si elle achète des armes à la France, à la Grande-Bretagne et à la RFA, même si, en 1965, elle a conclu un accord de fourniture d'armes pour l'URSS, elle dépend presque exclusivement des USA pour ses achats et pour la maintenance de son armement, dont une partie ne peut fonctionner sans les 40 000 experts militaires américains.

Les USA, arguant du danger représenté par la pénétration soviétique dans la région, ont fait pression sur l'Iran, afin que ce pays se dote de moyens de défense suffisants pour faire face au danger soviétique ; une telle armée étant destinée également à réprimer tout mouvement populaire qui pourrait menacer le trône du Chah, et à permettre à l'Iran d'intervenir dans des conflits locaux et de jouer ainsi un rôle à l'échelle régionale.

En 1965, la guerre entre l'Inde et le Pakistan devait révéler l'inefficacité du Pacte de défense du CENTO (ancien Pacte de Bagdad, conclu à l'origine entre

l'Iran, l'Irak, la Turquie, le Pakistan et l'Afghanistan, sous l'égide des USA).

Un des membres du Pacte, le Pakistan, avait été attaqué par un pays allié de l'URSS, l'Inde, sans qu'aucun des autres membres ne se porte à son secours, les USA allant même jusqu'à suspendre leur aide au Pakistan pendant le conflit.

Cette situation amena l'Iran à réviser ses moyens de défense en construisant une armée puissante, au plus grand profit des Américains.

A propos du CENTO, le Chah devait notamment déclarer : « Nous voyons maintenant ce qu'est le CENTO. C'est un moyen de protéger l'Occident. » Si on en croit son attitude par la suite, le Chah n'a pas tiré les conséquences de cette réflexion, la défense iranienne étant de plus en plus intégrée au système de défense américain et étroitement dépendante des livraisons d'armes américaines.

Le seul changement survenu résidait dans le fait qu'une intervention directe américaine n'était plus rendue nécessaire, du moins dans le cas d'un conflit régional.

En cas de conflit élargi à la scène internationale, l'Iran se trouvait désormais en mesure de « tenir », dans un premier temps.

Demain : Le rôle régional de l'Iran

### Une position stratégique



Une unité de la marine iranienne protège le terminal de l'île de Kharg, par où passent toutes les exportations pétrolières de l'Iran.

### L'ARMÉE IRANIENNE

Le Chah a voulu faire de l'Iran la cinquième puissance militaire du monde. Dans ce but, plus de la moitié du budget est consacrée aux dépenses militaires, soit une somme de 9,4 milliards de dollars. Depuis 1973, l'Iran est devenu le premier client de l'industrie d'armement américaine, lui achetant 35 % du total de ses exportations. L'armée iranienne compte 412 000 hommes, plus 60 000 policiers et agents de la Savak (police politique), placés sous la direction de l'état-major militaire. Les généraux qui dirigent la Savak sont issus des services de renseignement de l'armée et ont pour la plupart été formés aux USA par la CIA. Deux cent cinquante officiers sont envoyés chaque année dans les centres d'instruction militaire américains.

# IRAN BAKHTIAR, VALET SANS POUVOIR

● Après être resté 50 jours au pouvoir, le gouvernement militaire du général Azhari a démissionné. Ce dernier a échoué dans sa tentative de briser le mouvement populaire malgré le recours massif à la répression. Cette terreur, l'armée l'a encore fait régner ces derniers jours, en particulier dans la ville de Mashad où 700 à 2 000 manifestants ont été tués et plusieurs milliers ont été blessés. Après une année de lutte, le peuple iranien ne saurait se contenter des maigres propositions du nouveau premier ministre pressenti, Chapour Bakhtiar, qui n'a pu faire sa déclaration à la télévision lundi soir, les grévistes de l'électricité ayant coupé le courant pour l'en empêcher. Interrogé sur ses intentions, le Shah a évoqué la possibilité qu'il prenne des «vacances» à l'étranger.

Chapour Bakhtiar, qui vient d'être exclu du Front National pour avoir accepté de former un gouvernement, a beaucoup de difficultés pour trouver des ministres ; en effet, les candidats au «suicide politique» sont peu nombreux. Le nouveau Premier ministre pressenti (il n'a pas encore été désigné officiellement à ce poste) sait que s'il n'écarte pas le Shah au moins momentanément du pouvoir, il n'a aucune chance de réussir ; il essaie d'obtenir du Shah, que ce dernier renonce partiellement aux fonctions qu'il occupe actuellement, qu'il accepte conformément à la Consti-

tution de régner sans gouverner. D'ores et déjà, le Shah a annoncé qu'il refusait de se retirer, réduisant encore les chances infimes qu'a Bakhtiar de réussir dans son entreprise. Chapour Bakhtiar vise à créer un conseil de régence. Reste à savoir quelle personnalité acceptera d'occuper ce poste ? Autant dire que le «régime social-démocrate» dont parle Bakhtiar a peu de chance de voir le jour. Les bonnes paroles qu'il a prononcées lundi soir à la radio au sujet des droits de l'homme ne peuvent faire oublier les centaines de morts de ces derniers jours, déjà, lundi soir à

Téhéran, des manifestants ont bravé le couvre-feu pour crier dans la rue : «Bakhtiar, valet sans pouvoir !» montrant ainsi que ce dernier ne peut faire illusion.

Samedi, dimanche et lundi, la ville de Mashad située à 1 000 km à l'Est de Téhéran a connu une répression féroce qui a fait entre 700 et 2 000 morts et des centaines de crimes aveugles : tirant sur tout ce qui bouge, même sur les ambulances. Des hélicoptères ont mitraillé les manifestants, tandis que lundi l'armée tirait sur l'hôpital de la ville. 700 médecins de Mashad ont lancé un appel aux Nations Unies pour que cessent les massacres où ils expliquent notamment : «Il n'existe dans ce pays aucun moyen d'arrêter les actes criminels des militaires, qui se généralisent...»

Les médecins indiquent que de nombreux blessés meurent faute de moyens suffisants pour les soigner et que les chirurgiens opèrent dans les couloirs. Selon la radio iranienne, des manifestations se sont déroulées dimanche dans 13

villes du pays. A Dezful, à 100 km au Sud de Téhéran, des grenades offensives lancées par l'armée ont tué 36 manifestants et en ont blessés 300. Dans une interview à un journal britannique l'Ayatollah Khomeiny a réaffirmé que : «Si les manifestations politiques et les grèves n'entraînent pas la chute du Shah, nous prendrons les armes». Tandis que les États-Unis ont donné l'ordre au porte-avions «Constellation» de la 7<sup>e</sup> flotte américaine d'apparailler de sa base de Subie Bay aux Philippines pour aller se placer à l'entrée du détroit de Malacca, l'URSS a violemment attaqué les USA dénonçant «les tenants de la diplomatie de la cannonière», considérant les manœuvres américaines comme une «menace dirigée contre l'URSS». Tandis que les USA par la présence de leur flotte dans les parages de l'Iran accentuent leurs pressions, l'URSS est elle aussi à l'offensive, jouant les «protecteurs» de l'Iran pour mieux masquer ses propres visées hégémoniques.

Frank ROUSSEL

# Marchais exprime sa solidarité avec l'action internationaliste de Castro

● Dans un message envoyé par Marchais à Castro pour le XX<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution cubaine, le Secrétaire général du PCF énumère les «mérites» de la Révolution cubaine. Il ne souffle mot sur le rôle joué par les mercenaires cubains en Afrique.

«L'anniversaire que nous célébrons aujourd'hui témoigne de l'échec de cette politique agressive». Par cette phrase, Marchais évoque la Révolution du 8 mai 59. A l'époque en effet, la Révolution cubaine marquait une défaite importante de l'impérialisme américain. Depuis cependant, Castro n'a su préserver l'indépendance Cuba. Vingt ans après la prise du pouvoir la dépendance à l'égard du social-impérialisme s'accroît chaque année. Ce sont les Soviétiques qui imposent la monoculture de la canne à sucre, qui rachètent ensuite la récolte en dessous des tarifs internationaux, mais qui tentent néanmoins d'apparaître comme les bienfaiteurs, les seuls vrais amis du peuple cubain.

l'agression contre le peuple érythréen aux côtés de l'armée de Brejnev.

Marchais ne souffle mot du rôle que jouent les Cubains en Erythrée alors que par ailleurs, le PCF prétend soutenir la lutte que mène celui-ci contre les armées éthiopiennes représente une performance. Le soutien du PCF au Front populaire de libération de l'Éthiopie (FPLE) reçoit ainsi l'éclairage qu'il mérite. Déjà, le 9 décembre dernier, «le Comité de soutien au peuple érythréen» organisait une «journée d'étude et de solidarité» avec le peuple érythréen. Au cours des travaux l'appel lancé par le FPLE, le 30 novembre a notamment été discuté. Le FPLE lançait un appel à toutes les forces démocratiques pour qu'elles interviennent en direction de l'URSS et de l'appel seulement plusieurs jours après sous forme d'information brève dans le coin d'une page de l'humanité... Autant d'éléments qui mettent à leur juste place les déclarations de solidarité du PCF avec le peuple érythréen.

François MARCHADIER

## MANOEUVRE CLASSIQUE DE L'IMPÉRIALISME

Dans son message, Marchais, bien sûr, ne dit rien non plus, sur le rôle de mercenaire du social-impérialisme que jouent les soldats cubains en Afrique. 35 000 Cubains stationnent encore en Angola, plusieurs milliers participent à

# LES OBSEQUES DU PRÉSIDENT BOUMÉDIÈNE

Vendredi les obsèques du président Boumédiène ont été suivies par des centaines de milliers d'Algériens, marquant une émotion profonde envers le chef disparu. De nombreuses délégations de toutes les régions du monde étaient venues également lui rendre un dernier hommage. De nombreux chefs d'Etat africains (Mali, Niger, Madagascar, Soudan, Bénin, RASD) et arabes (Libye, Syrie, Tunisie), un grand nombre de ministres des Affaires étrangères parmi lesquels le ministre mauritanien ainsi que ceux d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, d'Espagne et de France.

La délégation des Etats Unis conduite par le minist-

tre du Trésor, Blumenthal, comprenait notamment l'un des fils de Carter a déclaré : «Le gouvernement des États-Unis attache un grand prix aux relations économiques et politiques qu'il a développées avec l'Algérie pendant la présidence du Président Boumédiène et compte poursuivre ces relations dans l'avenir».

De son côté Jean-François Poncet le ministre français des Affaires étrangères qui dirigeait la délégation française, a déclaré : «Avec la mort du Président Boumédiène, l'Algérie perd un grand homme d'Etat, dont la détermination était au service du grand devenir qu'il avait créé pour son pays (...)

Houari Boumédiène avait la volonté rappelée en rentrant dans son pays le 15 novembre 1978 de maintenir les relations d'amitié et de coopération entre la France et l'Algérie. Le Président de la République française a marqué en venant à Alger en 1975 que la France partageait cette volonté».

Nombre de délégations du Tiers Monde ont eu une appréciation proche de celle formulée par la délégation de l'OUA : «Le Président défunt n'était pas seulement un leader pour l'Algérie, il était aussi pour l'Afrique toute entière et également pour le Tiers-Monde dont il a favorisé la promotion sur le plan international par des initiatives hardies dans tous les domaines».

Avec émotion le ministre algérien des Affaires

étrangères Bouteflika a lu l'éloge funèbre de Boumédiène qui était un peu le programme du Conseil de la Révolution au nom duquel il parlait : «Tu étais ô Boumédiène le ciment de notre unité en toutes circonstances, le guide de nos luttes, celles-là mêmes qui ont terrifié nos ennemis et réjoui nos amis», a-t-il notamment déclaré. Evoquant les réalisations économiques accomplies au cours des dernières années, il concluait : «Il ne reste plus dès-lors de place pour les esprits faibles et les hésitants. Et il n'existe point de brèche offerte aux opportunistes, ô Boumédiène».

«Ce peuple venu, non pour te dire adieu, mais pour prêter serment de sacrifice et de la poursuite du combat pour l'édification et la défense de la révolution socialiste...».

## ● Nouvelle marée noire en Espagne : encore à la Corogne 3 ans après l'Urquiola

Un pétrolier grec de 200 000 tonnes a pris feu à l'endroit même où le 12 mai 1975 le pétrolier géant espagnol Urquiola répandait ses 100 000 tonnes à l'entrée du port de la Corogne en Galice. Déjà près de 50 000 tonnes se sont écoulées, que la tempête peut amener sur la côte Basque ou dans le Golfe de Gascogne. Les marins qui ont fui en baleinière ont vraisemblablement périés dans la tempête. A l'heure où nous imprimons, les sauveteurs auraient réussi à éloigner le pétrolier en feu de la côte, mais la marée noire géante pourra-t-elle être évitée ? Une marée noire qui aurait des conséquences catastrophiques pour la Galice, appelée aussi le «Finistère» espagnol.

## ● Sidérurgie lorraine : grève le 12 janvier

En Lorraine, toute une série d'actions est prévue dans les jours qui viennent. Après la journée portes ouvertes à l'usine Sacilor d'Hagondange ce mercredi, contre 2 200 suppressions d'emploi, c'est à Nancy que les sidérurgistes appellent la population à se rassembler pour une manifestation le 4 janvier, au moment où se réunira le Conseil régional. D'autre part, les Unions régionales CGT, CFDT, FEN, ont lancé un appel à la grève pour le 12 janvier. Le 9, les syndicats de la Métallurgie doivent se réunir, pour mettre sur pied un plan d'action contre les licenciements.

## Vague de froid sur l'Europe

Le froid qui s'est abattu sur l'Europe du Nord continue de sévir entraînant une désorganisation considérable de la vie de plusieurs régions, ensevelies sous la neige ou pétrifiées par un froid intense. Une vague de froid qui a surpris moins par sa vigueur que par sa soudaineté. Dans plusieurs villes de France, le thermomètre a baissé d'une vingtaine de degrés dans la même journée, accompagné un peu partout de chutes de neiges et de verglas. En Lorraine, où le froid est particulièrement vif, les routes gelées rendent la circulation très difficile. A Bordeaux, la tempête très violente a emporté des toitures. A Noirmoutiers, la rupture de la digue a permis à la mer d'inonder raichère très fertile, stérilisée pour plusieurs années. 50 000 habitants de la région de Montbéliard ont été privés d'eau la journée de lundi, une conduite ayant éclaté. En Bretagne les Monts d'Arrée ont été ensevelis sous la neige. Le

Nord très touché a été paralysé par le gel. Bruay-en-Artois, Dunkerque et une vingtaine d'autres communes ont été privées d'électricité. Près d'Abbeville, deux retraités qui avaient quitté leur voiture coincée sont morts de froid. Drame de la misère, près de Boulogne-sur-Mer : une femme a été retrouvée morte de froid dans sa caravane, son chauffage s'étant arrêté dans la nuit. 22 communes d'Ardèche sont toujours bloquées par la neige privées d'électricité et secourues uniquement par avion. En Haute-Savoie un car du comité d'entreprise d'Air France a dérapé et a chuté dans un ravin à hauteur de Maniged : il y a deux morts, vingt blessés dont 5 graves. La route n'était pas sablée et le village isolé depuis 2 jours sans que rien n'ait été fait... Ce froid brutal qui va durer encore plusieurs jours met et va mettre en difficulté les régions les plus défavorisées et les travailleurs dont la situation est la plus précaire.